

# Comment revaloriser le tourisme intérieur ?

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4612 - Ven. 26 - Sam. 27 octobre 2018 - Prix : 10 DA

Championnat mobilis de Ligues I et II  
La 12<sup>e</sup> journée  
décalée aux  
30 et 31 octobre

Page 24

Promotion de l'investissement étranger en Algérie

## Les IDE, défi du gouvernement

Page 3

### Après le Brexit, déjà l'Italexit ?

Par Mohamed Habili

À peine Pierre Moscovici, il y a de cela quatre jours à Bruxelles, avait-il fini de signifier à l'Italie le rejet pur et simple de son projet de budget pour 2019 par la Commission européenne, il faut le dire une première en Europe, qu'un député euro-italien est monté à la tribune, s'est emparé de ses notes, et après avoir enlevé l'une de ses chaussures, les a piétinées avec, de façon à attirer sur lui tous les regards. Après cela, il est vrai, les Italiens ont été assez unanimes à se démarquer d'un geste aussi peu recommandable, mais à tout prendre ils ont été peu nombreux à le condamner avec conviction. C'est que les élections européennes sont proches, et qu'on réduit sensiblement ses chances de les remporter en se faisant le défenseur de la technocratie bruxelloise. Aujourd'hui en Italie, ce sont les antieuropéens qui ont le vent en poupe, qui emportent les élections partielles, et qui d'ailleurs gouvernent, il est vrai sous la forme d'une coalition dont la cohésion n'est peut-être pas à toute épreuve. En mai prochain, aux européennes qui se tiendront à ce moment, tout porte à penser qu'ils vont améliorer leurs résultats. Néanmoins, ce ne serait pas la première fois que ces élections soient remportées par des opposants au projet européen. Ce qui était un paradoxe, une bizarrerie, une exception, est en passe de devenir la règle.

Suite en page 3

La production nationale en hausse de 20 %

## Les prix du poisson restent inaccessibles



La production halieutique nationale a augmenté de 20 % durant les neuf derniers mois. C'est ce qu'a indiqué jeudi, Taha Hammouche, directeur général de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture. Pourtant, les prix du poisson sur les différents marchés restent inabordable pour la majorité des Algériens, maintenant ainsi à la baisse le ratio de consommation national qui reste bien loin des normes. Lire page 2

Tizi-Ouzou

### Tous les marchés à bestiaux fermés à cause de la fièvre aphteuse

Page 24

Opéra d'Alger

### «Arlequin, serviteur de deux maîtres» présenté aux Algérois

Page 13

La production nationale en hausse de 20 %

# Les prix du poisson restent inaccessibles

■ La production halieutique nationale a augmenté de 20 % durant les neuf derniers mois. C'est ce qu'a indiqué jeudi, Taha Hammouche, directeur général de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture. Pourtant, les prix du poisson sur les différents marchés restent inabordable pour la majorité des Algériens, maintenant ainsi à la baisse le ratio de consommation national qui reste bien loin des normes.

Par Lynda Naili

Dans un point de presse tenu en marge du salon régional ouest de l'investissement en pêche et aquaculture, ouvert avant-hier, Taha Hammouche a souligné que cette hausse sensible estimée à 9 000 tonnes par rapport à la même période de l'année dernière est due à l'entrée en production de plusieurs projets aquacoles. Une hausse qui vient ainsi confirmer les prévisions annoncées en février dernier par le même responsable, qui tablait alors, dans le cadre de la stratégie dans son secteur, sur une augmentation de la production globale allant jusqu'à 200 000 tonnes. Laquelle production était répartie à 100 000 t/an pour la pêche en mer et 100 000 t/an pour l'aquaculture. Ceci avait-il dit permettra d'atteindre le taux des 50-50% entre ces deux modes de production des ressources halieutiques contre 95-5% actuellement. En outre, durant ce point de presse, évoquant les réserves halieutiques nationales, M. Hammouche a souligné que les dix dernières années ont connu une stabilité en ressources halieutiques marines avec une hausse cette année et en 2017. Poursuivant dans ce contexte que les campagnes d'évaluation des réserves halieutiques marines effectuées par le bateau scientifique «Grine Belkacem» se poursuivaient, avant de considérer qu'il ne fallait pas s'arrêter aux statistiques de deux années seu-



PH.D.R.

lement, mais faire des prévisions à long terme pour pouvoir évaluer les ressources.

Pourtant, à cette évolution de la production halieutique devant faire augmenter l'offre en poissons et fruits de mer, et par ricochet relever le taux de consommation en poisson chez la population, qui est actuellement de 4,5 kg/habitant/an, la quantité de l'offre devant faire baisser les prix n'a pas suivi. A ce titre, après une virée dans les différents marchés de la capitale, les étals des poissonneries pratiquement désertés ne sont pas vraiment chargés. La raison est que, nous diront les vendeurs, vu les prix, nous ramenons juste des estimations pour satisfaire nos clients habituels. En effet, hormis un certain engouement

vers la sardine cédée entre 400 et 500 DA, rares sont les clients à se hasarder vers les autres types

de poissons. Et pour cause, bien que les prix n'étaient pas affichés devant chaque produit,

comme le voudrait la réglementation, le merlan coûtait hier 1 200 DA le kilogramme, le rouget de calibre moyen 1 800 DA, la dorade de taille moyenne également se vendait à 1 800 DA. Quant aux crevettes roses leur prix oscillait entre 1 800 et 2 000 DA, alors que la royale était entre 2 500 et 3 000 DA. L'espardon, lui est cédé à 3 500 DA le kilo et la rascasse à 1 000 DA le kilo. Voici là encore un énième constat de la cherté du poisson qui demeure aujourd'hui encore intouchable pour la majorité des foyers algériens parmi lesquels les plus nantis d'entre eux se permettent uniquement la sardine. Faisant que le taux de consommation actuel du poisson reste très faible en comparaison des autres pays où la démographie est pourtant plus importante. L. N.

## Aquaculture

### Quelque 135 nouveaux projets validés

PAR AILLEURS, abordant le volet aquaculture, Taha Hammouche a fait savoir que quelque 135 nouveaux projets ont été avalisés à l'échelle nationale. Précisant à ce sujet que son secteur a reçu, depuis le début de ce type d'investissements plus de 400 demandes dont 192 pour la seule année 2018. Dans ce sens, il ajoutera que 65 projets aquacoles sont entrés en exploitation au niveau national et 65 autres sont en cours de réalisation devant contribuer à l'augmentation de la production nationale halieutique dans les prochaines années avec comme objectif de doubler la production actuelle estimée à 100 000 tonnes/an.

## Thon rouge

### Une pêche de 1 300 tonnes réalisée en juillet

A UNE QUESTION sur le quota national de pêche de thon rouge, Taha Hammouche a répondu qu'en juillet dernier, 14 navires algériens ont réalisé une pêche de 1 300 tonnes en la matière. Ce qui, dira-t-il, explique que l'Algérie a repris sa place au niveau de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique.

## Une véritable locomotive de développement, selon Benmessaoud Comment revaloriser le tourisme intérieur ?

Le tourisme intérieur constitue la force de frappe de la stratégie globale du gouvernement visant à remettre en selle la destination Algérie. Le désert en tant que tel est très attrayant on ne peut rester insensible à sa beauté et tout son charme qui incite beaucoup de touristes à y venir. Le Sud algérien ne cesse d'attirer un nombre important de touristes. Ce Sahara a d'autres secrets, il répond, en outre, aux critères du marché, c'est à dire qu'il offre ce que demandent les touristes : dépaysement, évasion, aventure, souci de l'environnement, découverte de la nature... Toutes choses qui n'exigent pas de gros moyens en matière d'infrastructure. Mais ce Sud est actuellement en crise. Son tourisme est en berne. En effet, ce dernier a du mal à décoller comme l'attestent les professionnels. Mais faut-il rester les bras croisés ? bien au contraire, il faut le remettre en valeur, revaloriser son tourisme saharien. C'est dans ce cadre que le ministre du Tourisme,

Abdelkader Benmessaoud, a appelé jeudi depuis Tamanrasset à l'intensification des efforts pour la promotion du tourisme intérieur. «Il appartient d'intensifier les efforts pour promouvoir le tourisme intérieur, susceptible de développer les activités touristiques dans le pays et d'œuvrer à attirer le plus grand nombre de touristes nationaux vers ces régions du Sud du pays aux atouts touristiques prometteurs», a indiqué le ministre, lors de l'inspection du nouveau siège de l'Office national du tourisme (ONT) à Tamanrasset.

M. Benmessaoud a, par la même occasion, appelé l'ONT à travailler avec professionnalisme pour drainer des flux importants de touristes vers la région, devant la concurrence des autres agences touristiques et de voyages locales, avant de mettre l'accent sur la dotation de cet organisme en moyens humains et matériels pour un meilleur accueil des flux de touristes. Le ministre a fait état, en outre, de la prise d'une série de mesures

incitatives pour la promotion du tourisme intérieur et l'encouragement des familles à aller découvrir le Sud, dont la signature d'une convention avec la compagnie nationale Air-Algérie portant sur la réduction de 50% des billets de voyages à destination du Sud du pays et des rabais de 30% à 40% des frais d'hébergement au niveau des structures hôtelières publiques. Il a relevé, entre-autres les facilitations pour la promotion de la destination du Sud, la célérité dans l'établissement du visa d'entrée, soit 72 heures, pour les touristes étrangers venant célébrer les fêtes de fin d'année dans la région de l'Ahaggar. Le ministre du Tourisme a convié, à ce titre, la presse nationale à contribuer à la promotion et la valorisation du tourisme intérieur vers les régions du Sud du pays. Des responsables de l'ONT ont fait état de demandes formulées par de nombreux touristes pour des séjours dans la région de l'Ahaggar à l'occasion de la fête de fin d'année. Mettant à profit sa

tournée dans la région, M. Benmessaoud s'est enquis de l'avancement du projet de modernisation et de réaménagement de l'hôtel «Tahat», totalisant 148 chambres. Lancée en mars dernier, pour un investissement de plus de deux milliards DA, cette opération, ayant généré 130 emplois et visant l'amélioration des conditions d'accueil, sera livrée en février 2020, sachant que le ministre a donné instruction pour l'inscription d'une autre opération concernant l'aménagement extérieur de cet établissement hôtelier. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a inauguré, par ailleurs, un stade de proximité au quartier Mouflon, une des 8 structures du type programmées dans la ville de Tamanrasset pour une enveloppe de plus de 197 millions DA, avant de mettre en service une piscine récréative au quartier Adriane. Sur site, M. Benmessaoud a affirmé que la programmation de ces structures traduit la volonté de l'Etat de promouvoir la pratique spor-

tive dans le grand Sud. Le ministre a poursuivi sa tournée par l'inauguration de la résidence «El-Khoudja», renfermant 11 chambres, réalisée au centre-ville de Tamanrasset avec un cachet architectural local. Selon les explications fournies à la délégation, cette structure d'accueil, qui devra faire l'objet d'une opération d'extension de 11 nouvelles chambre exploitera des énergies propres. Pour le ministre, cette structure constitue un nouvel acquis venant renforcer celles existantes, avant de relever que des efforts sont entrepris pour impulser l'investissement dans la région à la faveur de la mise en place de facilités d'accès aux crédits bancaires pour les promoteurs. Outre l'inspection du projet du camp «Akar-Akar» dans la région d'Outoul (20 km de Tamanrasset), le ministre devra présider, au terme de sa visite dans cette wilaya, une cérémonie de remise de titres d'attribution de 350 logements ruraux.

Meriem Benchaouia

Promotion de l'investissement étranger en Algérie

# Les IDE, défi du gouvernement

■ L'Algérie œuvre à consolider son développement économique, à travers notamment, des partenariats gagnant-gagnant avec des firmes de renommée mondiale.

Par Louiza Ait Ramdane

Pour diversifier l'économie algérienne et stimuler la dynamique de l'investissement en Algérie, le gouvernement a mis tous les moyens nécessaires pour attirer de plus en plus d'investisseurs étrangers dans plusieurs domaines. C'est dans cette logique que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, affirme que l'Algérie «est un pays stable et ouvert aux investissements étrangers conclus dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant». Mettant en avant le riche potentiel humain et naturel de l'Algérie, le ministre a souligné qu'«il était aujourd'hui primordial d'élargir le champ d'action en créant des investissements dans divers créneaux économiques et industriels». Intervenant lors de la présentation de la cimenterie «CILAS», réalisée à la faveur d'un partenariat avec la société française Lafarge Holcim, à Biskra, Bédoui qui était accompagné du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, fait part de l'importance de ce genre de partenariat dans la prise en charge des préoccupations exprimées en matière d'emploi. Il est également revenu sur la recherche scientifique dans l'accompagnement de la croissance économique, appelant dans ce sens, tous les acteurs économiques à relever le défi de l'exportation, notamment vers le marché africain. Pour sa part, le ministre de



l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, salue les solutions proposées par la cimenterie «CILAS» dans le domaine énergétique et environnemental. Il a, dans ce sens, indiqué qu'un groupe de travail sera installé pour étudier conjointement avec les experts de Lafarge Holcim l'impact et la faisabilité de la solution énergétique «Airium» (mousse isolante en béton Ndlr), proposée et maîtrisée par cet opérateur économique. Cette mousse intéressera le secteur du bâtiment dans la mesure où elle constitue une solution alternative aux pro-

blèmes d'étanchéité qui affectent les vieilles constructions, assure le ministre. Sur un autre volet, Noureddine Bedoui, appelle à consacrer la culture de la paix et à la transmettre aux générations montantes. «L'Algérie œuvre pour son développement dans la paix et la consécration des valeurs du vivre ensemble et d'entraide et se tourne sereinement vers l'avenir et le développement», a-t-il dit. Il exhorte dans ce sens, les forces vives de la nation à promouvoir la culture de la paix dans toutes ses dimensions, social et culturel notamment, et à transmettre ces

valeurs à travers des actions aux futures générations. Rappelant les propos du coordinateur résident du Système des Nations unies en Algérie qui avait exprimé, en marge de la cérémonie de célébration de la Journée des Nations unies, sa satisfaction quant aux efforts déployés par l'Algérie pour la concrétisation des Objectifs de développement durable (ODD), Bedoui a attesté que ces efforts déployés dans le développement et la modernisation «s'inscrivent dans la durée et profitent à l'ensemble des citoyens dans les différentes wilayas du pays». L. A. R.

A l'occasion du 64<sup>e</sup> anniversaire du 1<sup>er</sup> novembre

## Distribution de plus de 85 000 logements à travers le pays

«Ces réalisations sont le fruit des efforts déployés par le président de la République Abdelaziz Bouteflika visant l'amélioration des conditions de vie des citoyens», a souligné le ministre de l'Habitat qui a lancé en présence de Noureddine Bedoui une vaste opération de distribution de plus de 85 000 logements tous segments confondus, à travers le pays. Dans le cadre des festivités de célébration du 64<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, les ministres de l'Intérieur et celui de l'Habitat respectivement Noureddine Bedoui et Abdelwahid Temmar ont donné jeudi à partir de Biskra le coup d'envoi d'une vaste opération de distribution de plus de 85 000 logements tous segments confondus, à travers le pays. Temmar a indiqué qu'en dépit de la situation financière que vit le pays, «les opérations de construction de logements se poursuivent pour répondre à tous les besoins conformément aux caractéristiques de chaque région». Faisant part des avan-

tages offerts au Sud du pays, s'agissant de l'acquisition de logement, le ministre a salué la mobilisation des walis à travers le territoire national pour dégager les assiettes nécessaires pour la réalisation des suppléments de projets de logements. Au cours de cette cérémonie tenue à la salle omnisports, Mohamed Tahar Ben M'hidi, 13 179 logements toutes formules confondues dont 7 087 logements publics localitifs et 618 promotionnels aidés (LPA) ont été distribués. Depuis Leïlet el Qadr, Nuit du destin, pas moins de 295 000 logements de divers segments ont été attribués à travers les 48 wilayas du pays, a précisé Temmar, affirmant que depuis 1999, quatre millions d'unités ont été distribuées. suite à ce coup d'envoi, à Adrar, Un total de 1 380 logements publics localitifs ont été attribués, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya, indique le wali d'Adrar, Hamou Bekkouch. Dans son allocution, il a fait état d'un total de 2 130 logements distribués (localitifs et ruraux). Selon lui, sa wilaya verra vers la fin de l'an-

née, la plus grande opération de distribution de logements de son histoire avec 6 000 logements, toutes formules confondues, en attente de l'attribution d'un lot de 2 000 logements en décembre prochain. A Bouir, le ministre chargé des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, a présidé une cérémonie de distribution de 2 226 logements de différentes formules. Cette opération concerne 1 200 logements sociaux destinés aux citoyens issus des communes de Sour El-Ghozlane (sud de Bouira) avec un quota de 661 unités, M'Chedallah (362 unités), Ain Bessam (119 unités), et Bir Ghalou (84 unités), selon les détails fournis par la direction du logement. Au cours de cette cérémonie, Bedda a remis les clés aux bénéficiaires dans un climat de fête et en présence des autorités locales de la wilaya de Bouira. Même climat à Oran où plus de 3 400 logements publics ont été attribués en présence du ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali. Même cas à Ain Témouchent, où un total de 444 logements de dif-

férentes formules ont été distribués. Ce sont 225 familles qui ont reçu les clés de leurs logements réalisés au titre de la formule logement public localitif, en sus de 219 autres qui ont bénéficié de décisions d'aides à l'habitat rural, ont indiqué les responsables du secteur de l'Habitat de la wilaya. A Batna, les clés de 2 360 logements de divers types ont été remises jeudi soir à leurs bénéficiaires. Ainsi qu'à Tamanrasset où les titres d'attribution de 350 aides à l'habitat rural ont été remis à leurs bénéficiaires. Enfin, d'autres wilayas ont aussi connu les mêmes festivités, à l'image de Laghouat où en présence du ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, 4 600 logements et lots de terrain à bâtir ont été attribués. Naama «attribution de 250 affectations d'aides à l'habitat rural». El-Oued «plus de 2 360 logements et des aides à l'habitat rural attribués». Tizi-Ouzou «distribution de 234 logements LSP et 1 289 aides à l'habitat rural», Ouargla avec plus de 3 500 logements de différentes formules attribués et enfin, Sétif

### LA QUESTION DU JOUR

#### Après le Brexit, déjà l'Italexit ?

Suite de la page une

Si bien que le temps n'est peut-être pas loin où l'on verra un Parlement européen composé majoritairement d'euroceptiques, pour ne pas dire d'antieuropéens militants. Il est probable qu'on ne verra jamais cela, une assemblée européenne dominée par des souverainistes aussi irrespectueux que le député membre de la Ligue qui a piétiné l'Europe, comme se sont plu à dramatiser les médias. Non pas d'ailleurs parce que les euro-enthousiastes seront toujours plus nombreux que les eurosceptiques, mais parce que selon toute vraisemblance l'Union aura éclaté avant qu'on n'en arrive là. Il n'est déjà pas exclu qu'une deuxième sortie, certes en l'espèce de la seule zone euro, soit en train de se produire, celle de l'Italie, l'Italexit à la suite du Brexit. C'est que la Commission européenne n'a pas fait que retoucher le budget italien, notamment en raison d'un déficit largement supérieur à celui auquel elle s'attendait, sur la base de l'engagement pris par le gouvernement précédent, mais elle attend une copie du budget plus acceptable sous trois semaines. Une injonction à laquelle le gouvernement de coalition actuel n'a évidemment aucunement l'intention d'obtempérer, sa réponse ayant été de la même teneur que celle donnée à Moscou lors d'une séance tenante, mais dans un style moins cassant et moins offensant. Les ingrédients sont déjà réunis d'une nouvelle grosse crise européenne, après celle de la Grèce et le Brexit. Eclatera-t-elle pour de bon, ou bien sera-t-elle évitée à temps, c'est-à-dire à bonne distance des prochaines européennes ? A priori, elle ne pourra être évitée que si le gouvernement italien revenant sur son premier niet se décide à réviser sa copie, et d'une façon qui soit acceptable pour la Commission, en termes de déficit budgétaire notamment. Le problème, c'est qu'on voit mal comment les décideurs italiens puissent rentrer dans les normes sans perdre la face par la même occasion. Qui plus est, dans un contexte électoral. Ont-ils été élus pour faire une politique économique différente de celle dont les règles sont fixées par Bruxelles, ou pour agir conformément à leurs engagements vis-à-vis de leurs électeurs ? Poser la question, c'est y répondre. Affaire à suivre donc avec la plus grande attention, car bien des choses de première importance risquent d'en dépendre.

M. H.

avec la remise de 2 800 logements de divers segments en présence de la ministre de la Solidarité nationale, Ghania Eddalia.

Thinhinene Khouchi

Entre 2008 et 2017

# Plus de 320 000 ha de forêts détruits par les incendies

■ Les surfaces touchées sont les forêts (155 270 ha), le maquis (85 388 ha) et les broussailles (79 751 ha).

Par Salem K.

**P**lus de 320 000 hectares de forêts ont été détruits par les incendies en Algérie entre 2008 et 2017, soit une moyenne annuelle de 31 300 d'hectares, selon un bilan de la Direction générale des forêts (DGF).

Au total, 320.409 ha de surfaces forestières ont été détruits par les feux de forêts entre 2008 et 2017 à travers le territoire national, qui a enregistré 31 513 foyers d'incendie durant cette période, soit une moyenne annuelle de superficie de forêts incendiée à 31 300 ha et celle reboisée à 30 000 ha/an, précise la même source.

Les surfaces touchées sont les forêts (155 270 ha), le maquis (85 388 ha) et les broussailles (79 751 ha). La région Ouest, qui enregistre une superficie forestière de 193.647 ha, est la plus touchée avec 24 725 ha de forêts détruits soit 13% de la surface totale forestière du pays, suivie de l'Est (superficie forestière de 800 239 ha) avec 86 246 ha de forêts détruits, soit 11% de



P.N.D.R.

Quelque 44% du total des forêts entre 2008 et 2017, sont situés dans 5 wilayas du pays à savoir Sidi Bel-Abbès (11%), Béjaïa (9%), Tizi-Ouzou, El Tarf et Jijel (11% chacune). La DGF a, par ailleurs, classé les causes d'incendies par catégories : inconnues (2 244 foyers), présumés volontaires (688 foyers), activités agricoles (30) et imprudences (25 foyers). Le patrimoine forestier national couvre une superficie globale de 4 149 400 ha englobant les forêts naturelles (1 329 400 ha), le maquis (1 844 400 ha), le reboisement (972 800 ha) et la pelouse (3 000 ha). Les principales espèces d'arbres de l'Algérie sont le pin d'Alep (69%), le chêne liège (21%) et sur des superficies moins importantes, l'on retrouve essentiellement le cèdre, le pin maritime, les chênes (vert, Zeen et Afares), le thuya et l'eucalyptus. Le Plan national de reboisement (PNR), dont la mise en œuvre a débuté à partir de l'an 2000, prévoit un reboisement de plus de 1,2 million ha sur une période de 20 ans.

la superficie totale du pays et (446 936 ha de forêts) avec 44 incendies ce qui représente 10% enfin de la région Centre 300 ha de forêts affectés par les de la superficie totale du pays.

S. K./APS

## Enseignement

### La 8<sup>e</sup> édition du salon du lycéen et de l'étudiant algérien sera itinérante

La 8<sup>e</sup> édition du salon du lycéen et de l'étudiant, prévu du 07 au 15 novembre prochain, sera itinérante, a-t-on appris vendredi auprès des organisateurs de cette manifestation. Une caravane sillonnera six grandes villes algériennes: Tlemcen, Oran, Alger, Sétif, Constantine et Ouargla. Le salon qui se tiendra parallèlement à la 3<sup>e</sup> édition du salon de la formation professionnelle, se veut «un espace à la fois convivial

et professionnel, permettant la rencontre d'un très large éventail d'acteurs de la formation, et un public d'apprenants toutes spécialités et niveaux confondus, qu'ils soient à la recherche de formations supérieures ou professionnelles, ou simplement pour des besoins de conseils et d'orientation», ont expliqué les organisateurs qui s'attendent à une forte participation étrangère. Plusieurs écoles, instituts et centres

de formation nationaux seront également présents à ce rendez-vous dont l'ESAA (Ecole algérienne supérieure des affaires), l'Université Houari-Boumediène, l'ONDST (Organisation nationale pour le développement scientifique et technologique), l'INSIM Constantine, l'ISEC Tlemcen ainsi que le Centre international de presse (CIP), à travers son centre de formation dans les métiers de l'audiovisuel (CFMA). Un riche

programme de conférences/ateliers au profit des visiteurs, lycéens, étudiants et parents d'élèves, est prévu au cours de cette manifestation. La prochaine édition du salon, prévue du 10 au 16 février 2019, sera également itinérante, selon les organisateurs qui précisent que la caravane sillonnera, cette fois-ci, les villes de Sidi Bel-Abbès, Alger, Tizi Ouzou, et Biskra.

Ghani Y.

## Etude de projets économiques et sociaux

### Nécessité d'activer le rôle des Assemblées élues

Les participants au 1er séminaire national sur « le rôle de la gouvernance dans le développement de l'industrie algérienne », clôturé à l'université Bachir-El Ibrahimy de Bordj Bou Arreridj, ont mis l'accent sur la nécessité d'«activer le rôle des Assemblées élues dans l'étude de faisabilité» de projets économiques et sociaux. Dans leurs recommandations, les participants ont appelé jeudi à l'activation du rôle des assemblées élues telles que l'Assemblée nationale et le Sénat, ainsi que le Conseil économique et social par le biais de l'évaluation de l'impact réel des projets et des politiques économiques sur les entreprises industrielles et sur l'économie nationale en général. Ils ont également plaidé en faveur de la création d'un «organe indépendant compétent», doté de pouvoirs étendus pour évaluer la gouvernance économique, conformément aux normes internationales, tout en tenant compte de

la spécificité algérienne. Les participants ont également souligné la nécessité de mettre en place un «médiateur indépendant avec un statut institutionnel», avec pour prérogatives le transfert des préoccupations et des défis du secteur économique aux autorités compétentes, notamment aux ministères de tutelle de manière directe, en plus de

contribuer à trouver des solutions en fonction de mécanismes et de calendriers bien précis. Les recommandations des participants à ce séminaire font état également de la nécessité de traiter de manière adéquate tous les aspects liés à la corruption administrative et financière, à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises économiques, la

réhabilitation des compétences nationales à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ainsi que la participation effective de la société civile au processus décisionnel, outre le fait de bénéficier des expériences étrangères. A noter qu'en marge de ce séminaire de deux jours, organisé par le laboratoire des études économiques de l'université Bachir-El Ibrahimy

et le laboratoire de la gouvernance publique et de l'économie sociale de l'université de Tlemcen, un accord de partenariat et de coopération a été signé entre l'université de Bordj Bou Arreridj, le Centre d'appui à la technologie et l'innovation (Cati) et l'Institut national algérien de la propriété industrielle (Inapi).

Anis Ch.

## Constantine

### Démolition de 13 habitations achevées à Ain El Bey

Pas moins de 13 habitations achevées et 24 fondations en béton, érigées sans permis de construire ont été démolies dans à Ain El Bey, dans la commune d'El Khroub (Constantine), a-t-on constaté. Dans une déclaration à l'APS, Sadek Sebia, chef de la daïra d'El Khroub, a affirmé jeudi que l'opération, lancée aujourd'hui, a nécessité la mobilisation près de 50 agents et plus de 10 engins appartenant à des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, aux services de la commune et à plusieurs secteurs publics. Le même responsable a également précisé que cette opéra-

tion s'inscrit dans la perspective de mettre un terme à toute forme d'atteinte aux biens de l'Etat, et de préserver le cachet architectural de la daïra d'El Khroub, rappelant que la construction d'habitations sans permis de construire, octroyés par les services compétents, se traduit par une absence de contrôle technique par les services concernés, ce qui risque de provoquer des pertes matérielles et humaines en cas de catastrophe naturelle et de dangers majeurs. La même source a fait savoir, en outre, que la démolition s'est déroulée dans des conditions «normales», en coordination avec la Société de distribution

d'électricité et de gaz «Sonelgaz», les services de la Seaco ainsi que ceux de la protection civile et de la gendarmerie nationale. Pour rappel, le wali de Constantine, Abdessamie Saidoune, avait précédemment affirmé à l'APS, que deux opérations de démolition de constructions illicites sont prévues au niveau de deux régions de la wilaya. Il est à noter que lundi dernier, pas moins de 62 constructions réalisées sans permis de construire ont été démolies dans le quartier El Berda, sur les hauteurs de Constantine, comme première étape des opérations de démolition des habitations illicites. L. K.

Saïd Djellab au sujet de la coopération algéro-mauritanienne

# Les Algériens aspirent à saisir les opportunités de la zone franche Nouadhibou

■ Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a affirmé jeudi depuis la capitale économique de la Mauritanie Nouadhibou (zone franche) que les opérateurs algériens aspiraient à saisir les opportunités d'investissement offertes dans cette zone dans les différents secteurs, à même de contribuer au renforcement et à la consolidation des relations économiques entre les deux pays.

Par Amel B.

«L'ouverture du poste frontalier terrestre Mustapha-Ben Boulaïd à Tindouf et les grandes opportunités d'investissement dont dispose la zone franche



PH. &gt; D. R.

Nouadhibou devront permettre aux opérateurs algériens d'accéder à de nouveaux marchés en Afrique de l'Ouest», a indiqué le ministre lors d'une rencontre-débat organisée en marge de la journée d'information organisée au profit des opérateurs algériens sur la zone franche Nouadhibou. M. Djellab a également affirmé que «la participation record des groupes et entreprises algériens de différents secteurs d'activités à la Foire des produits algériens organisée à

Nouakchott dénote leur volonté et leur forte aspiration à accéder à de nouveaux marchés de consommation en Afrique de l'Ouest». A ce propos, M. Djellab a affirmé que «la participation considérable des opérateurs algériens à la Foire de Nouakchott et leur déplacement dans la zone franche de Nouadhibou dénote leur volonté de renforcer les relations de coopération bilatérale qui se conforment avec les orientations des dirigeants des deux pays

concernant la nécessité de renforcer la coopération économique bilatérale et d'accéder ensemble aux marchés d'Afrique de l'Ouest». «Il existe plusieurs opportunités d'investissement à exploiter dans la zone franche de Nouadhibou qui suscite l'intérêt des opérateurs algériens», a affirmé le ministre. La principale exigence de compétitivité consiste en la mise en place d'un réseau de transport à la hauteur des investissements envisagés, a-t-il poursuivi, précisant que le taux d'intégration économique en Afrique ne dépassait pas actuellement 11 à 12%, un taux appelé à augmenter à la faveur des investissements communs. Pour sa part, le président de la haute autorité de la zone franche de Nouadhibou, Mohamed Ould Daf a mis en avant les opportunités offertes dans ladite région qui pourrait constituer un modèle de coopération intégrée entre les deux parties. Lors de cette journée d'information, M. Ould Daf est revenu sur le développement que connaît Nouadhibou depuis sa création il y a cinq ans, soulignant l'augmentation du volume de fret et de traitement des conteneurs d'année en année (40 000 conteneurs en 2017). M. Ould Daf a énuméré les potentialités de coopération algéro-mauritaniennes notamment dans les domaines du tex-

tile, de la métallurgie et de l'énergie. Un nouveau port devrait être construit au niveau de la zone franche en 2019, avec un quai de 900m de long sur 18m de fond, alors que la largeur du canal menant au quai sera de 16m et une profondeur adéquate permettant aux navires un accès facile. Les projets à caractère prioritaire dans la région de Nouadhibou ne sont soumis à aucun impôt ou taxe douanière, tandis que les autres projets secondaires évalués par l'Autorité de Nouadhibou conformément à la loi régissant les activités de la zone franche, sont soumis à des taxes douanières minimales estimées à 2% du chiffre d'affaire du projet. Pour rappel, le ministre du Commerce Saïd Djellab a été reçu jeudi matin par le président de l'Autorité de la zone franche de Nouadhibou Mohamed Ould Daf, avec lequel il a examiné les opportunités offertes par la zone aux opérateurs algériens. Accompagné d'une délégation d'opérateurs économiques algériens, M. Djellab a effectué une visite à la zone franche afin d'examiner les opportunités d'investissement et de coopération. La délégation devra également visiter différents centres urbains et différentes structures industrielles se trouvant dans ladite zone.

A. B./APS

## Pétrole

### Les prix reculent dans un marché prudent

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens, effaçant leur rebond de la veille dans un marché s'éloignant des actifs risqués en raison des inquiétudes géopolitiques et commerciales. Vers 10h00 GMT (12h00 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 75,98 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE)

de Londres, en baisse de 91 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance reculait de 1 dollar à 66,33 dollars. «Le pétrole est encore une fois plombé par le sentiment d'aversion au risque qui a pris les marchés à l'approche du week-

end» et pèse également sur les Bourses, a commenté Craig Erlam, analyste chez Oanda. «La combinaison de la volatilité du marché et d'une baisse des tensions géopolitiques au Moyen-Orient explique la baisse récente du pétrole», a pour sa part affirmé Jameel Ahmad, analyste chez FXTM. L'or noir avait grimpé au début du mois à son plus haut en quatre ans, alors que les

sanctions américaines contre l'Iran viseront directement les barils du troisième producteur de l'Opep à partir de début novembre. Le ministre de l'Énergie du premier exportateur mondial de pétrole a affirmé que l'Arabie saoudite ne se servirait pas du pétrole comme d'une arme économique, alors que la tension monte entre le Royaume et ses partenaires économiques

après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi. Enfin, «la montée des stocks américains n'aide pas le marché», a complété M. Erlam, alors que les données hebdomadaires sur les stocks de brut ont montré que l'offre dépassait largement la demande des raffineries ou des exportations aux Etats-Unis, premier consommateur mondial.

Asma S.

## Marchés mondiaux

### Le cacao avance, le sucre reprend son souffle, le café recule

Le cacao a profité d'une demande industrielle élevée tandis que le sucre s'est stabilisé et que le café a subi des prises de bénéfices sur la semaine. Les trois valeurs ont en tout cas résisté à la vague de prudence qui a fait baisser la plupart des matières premières et des marchés d'actions. «Les matières premières agricoles sont en général moins vulnérables aux cycles économiques, et sont plutôt sensibles aux fondamentaux de l'offre», ont commenté les analystes de Capital Economics. La tonne de cacao a grimpé vendredi à Londres à son plus haut depuis près d'un mois et demi, à 1 689 livres sterling. Les vendeurs de fèves ont pu profiter d'une demande élevée des broyeurs à travers le monde,

selon des données publiées la semaine dernière. La demande des broyeurs a ainsi grimpé de 2,7% à 363 122 tonnes en Europe, de 2,53% à 128.494 tonnes aux Etats-Unis et de 3,7% à 196 418 tonnes en Asie. «Cependant, ces données arrivent en deçà des attentes des analystes», ont souligné les analystes de ING. En revanche, l'abondance de l'offre laisse les investisseurs prudents. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, a exporté 1,965 million de tonnes de cacao pour la saison 2017-2018, selon des données portuaires obtenues par l'agence Bloomberg. «Si ces données sont correctes, cela veut dire que la production n'a diminué que de 2,5% par rapport à la saison record de l'année précé-

dente», ont souligné les analystes de Commerzbank. Le sucre s'est hissé à son plus haut en dix mois mercredi, à 386,80 dollars la tonne de sucre blanc à Londres et à 14,24 cents la livre de sucre brut à New York, avant de redescendre pour finir à l'équilibre sur la semaine. Alors que les investisseurs s'attendaient encore fin septembre à se noyer dans une surabondance de sucre à travers le monde, de nombreux pays producteurs ont réduit leurs prévisions. Après le Brésil, qui a privilégié la transformation de la canne en éthanol plutôt qu'en sucre, «le gouvernement thaïlandais envisage d'utiliser sa canne dans l'industrie chimique plutôt que dans la fabrication de sucre», ont souligné les analystes de Commerzbank, citant la presse

locale. La Thaïlande est le deuxième exportateur de sucre après le Brésil. D'autres grands producteurs, comme l'Union Européenne et la Russie, ont vu leurs récoltes limitées par un été particulièrement chaud.

«Cependant, l'Inde (deuxième producteur mondial, ndr) devrait toujours engranger un surplus important à exporter sur le marché mondial, ce qui devrait empêcher les prix de grimper beaucoup plus», ont prévenu les analystes de ING. Les prix du café ont reculé après avoir atteint des plus hauts en plusieurs mois la semaine précédente. Dans les dernières semaines, les cours avaient bondi alors que le réal brésilien s'était renforcé, poussant les exportateurs à demander des prix plus élevés en dol-

lar sur le marché mondial pour ne pas voir leurs bénéfices en monnaie brésilienne fondre. Cette semaine, «les spéculateurs ont encaissé leurs profits vu les niveaux élevés atteints, même si le réal brésilien a continué à grimper», ont noté les analystes de INTL FCStone. «Il y a de bonnes raisons de vendre, à savoir des productions abondantes au Brésil (premier producteur d'arabica, ndr) et au Vietnam (premier producteur de robusta, ndr)», a commenté Jack Scoville, analyste chez Price Futures Group. Sur le Liffe de Londres, la tonne de Robusta pour livraison en janvier valait 1 719 dollars vendredi à 10h20 GMT, contre 1 772 dollars le vendredi précédent à 12h55 GMT.

R.E.

## Laghouat

# Lancement des travaux de 800 m de digue pour protéger la ville des inondations

■ Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a annoncé jeudi à Laghouat, le lancement prochain des travaux de réalisation d'un tronçon de 800 mètres linéaires de digue pour la protection de la ville des inondations.

Par Amel H.

« Les travaux de réalisation d'un tronçon de 800 m de digue pour la protection de la ville de Laghouat des inondations seront lancés prochainement et seront suivis de la tranche restante longue d'un kilomètre », a affirmé le ministre lors de l'inspection de la zone dite «Khat El-Oued» sur les berges de Oued-M'zi, dans sa partie jouxtant le tissu urbain de la ville de Laghouat sur un linéaire global de 2,2 km. Un tronçon de 500 m a été jusqu'ici achevé pour permettre, après réception des dernières tranches, à la ville de Laghouat d'être à l'abri des inondations. Selon M. Necib, la finalisation des travaux de la digue de protection donnera lieu, par la suite, à l'aménagement des berges de l'Oued avec des espaces verts et leur conversion en lieux de détente apportant ainsi une valeur ajoutée à l'aménagement urbain à la satisfaction des familles et citoyens. Pour ce faire, une étude technique vient d'être élaborée et l'enveloppe nécessaire a été dégagée, a soutenu le ministre, ajoutant que près de 60% des inondations des villes sont provoquées par les oueds, en se référant à une étude technique peaufinée par un panel d'experts. M. Necib a indiqué, en outre, que «la nouvelle stratégie du gouvernement, liée à la lutte contre les inondations des oueds, est en cours d'exécution avec le concours du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du

territoire et repose, dans sa première phase, sur le nettoyage des lits d'oueds», devenant souvent des dépotoirs d'ordures et des sites de réalisation de constructions anarchiques. Le nettoyage des Oueds constitue une priorité pour les pouvoirs publics en vue de fluidifier les cours, en attendant le déblocage des enveloppes pour la réalisation de l'aménagement final, a-t-il ajouté. Mettant à profit la célébration de la Journée nationale de l'arbre, le ministre des Ressources en eau a donné le coup d'envoi d'une opération de mise en terre de 400 arbustes à proximité de la gare routière de



Laghouat. Le ministre devra présider, au terme de sa visite dans la wilaya, une cérémonie de

remise de titres d'attribution de logements, tous types confondus, et de lots de terrain à bâtir.

A. H. /APS

## Tizi-Ouzou

## Plus de 13 000 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

Plus de 13 000 bovins du cheptel de la wilaya de Tizi-Ouzou ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse, depuis le lancement de la campagne de vaccination le 8 octobre courant, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, le D' Maïdi Nourredine. La wilaya de Tizi-Ouzou a reçu un quota de 60 000 doses de vaccins anti-aphteux pour faire face à cette maladie animale et stopper sa propagation et prévenir la contamination d'autres bovins, a indiqué ce même responsable qui a indiqué que le nombre de foyers déclarés au niveau de la wilaya est de 13 répartis sur 11 communes. Cette campagne de vaccination est prise en charge par 32 vétérinaires privés, mandatés pour prendre en charge le cheptel de 42 communes de la wilaya et la vaccination du cheptel du reste des localités au nombre 25, est confiée à des vétérinaires du secteur public, a ajouté le Dr. Maïdi. Il a observé que parallèlement à cette opération anti-aphteuse, une vaccination du cheptel contre la rage est aussi assurée par ces vétérinaires, la wilaya ayant reçu un total de 42 500 doses à cet effet. Depuis l'apparition l'été dernier, du premier foyer dans la

localité de Mekla avec 9 animaux contaminés, la maladie n'ayant touché jusqu'à présent que les bovins, des mesures ont été prises pour éviter la circulation du virus dont un arrêté du wali portant interdiction de déplacement des animaux et fermeture des marchés de bétail, les animaux ne pouvant être déplacés que de l'étable vers l'abattoir, a-t-on indiqué de même source. L'inspecteur vétérinaire de wilaya a souligné que le nombre total de cas de fièvre aphteuse déclarés au niveau de la wilaya depuis l'apparition de cette maladie est de 85 est dont 56 bovins ont été concernés par l'abattage sanitaire. S'agissant des cas de mortalité enregistrés, il a rappelé que ces cas ne sont pas pris en charge dans le cadre du remboursement qui ne concerne que les bovins ayant subi un abattage sanitaire ajoutant que cette opération d'abattage est arrêtée depuis le lancement de la campagne de vaccination. Le D' Maïdi a invité les éleveurs à observer avec rigueur, les consignes et mesures de prévention sanitaires qui leur ont été données par les services de l'inspection vétérinaire et de la direction de services agricoles (DSA) au titre de campagne de proximi-

té lancée depuis l'apparition de cette maladie, pour arrêter la propagation du virus. Il s'agit entre autres consignes de la désinfection des exploitations touchées, éviter la fréquentation des marchés de bétails, ne pas acheter du foin de n'importe où sans connaître son origine, éviter la pénétration d'étrangers à l'intérieur de l'exploitation, réserver une tenue propre à l'exploitation pour les intervenants (inséminateurs, éleveurs, vétérinaires). Il est aussi demandé aux éleveurs de réserver un espace spéciale à l'extérieur de l'exploitation aux collecteurs de lait afin d'éviter que ces derniers transportent le virus, et mettre en place des bassins de désinfection pour désinfecter les chaussures et les véhicules à l'entrée des exploitations. Ce même responsable a précisé que la fièvre aphteuse est une maladie purement animale est n'est pas une zoonose transmissible à l'homme. Il n'y a donc aucune crainte à consommer les viandes rouges et produits laitiers, soulignant que cette maladie quand elle ne tue pas l'animal, mais cause des pertes économiques en engendrant des chutes de production que ce soit en lait ou en viande.

Hocine A.

## Batna

## Dix unités de production mises en service entre juillet et septembre

Le secteur de l'investissement productif a été renforcé dans la wilaya de Batna par la mise en service de dix unités de production entre juillet 2017 et septembre 2018, a indiqué jeudi, le wali Abdelkhalek Sayouda.

S'exprimant lors des travaux de la troisième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le même responsable a précisé que ces unités de production ont permis de générer 3 250 postes d'emploi, relevant que les secteurs d'activités concernent le montage de véhicules et de bus, les matériaux de construction, l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, et le recyclage du plastique.

Neuf autres unités de production spécialisées dans le montage des équipements électroniques, le marbre, la transformation du verre et le recyclage des huiles usagées «en voie d'exploitation», contribueront également à la création de plus de 3 700

postes de travail, selon le même responsable.

Il a ajouté dans ce même contexte qu'une usine de production des produits d'acier sera mise en service vers la fin de l'année 2019 et devra permettre d'offrir 900 postes d'emploi permanents. Le même responsable a détaillé que cinq zones d'acti-

tés ont été créées ces dernières années dans les communes d'El Madher, Barika, Zana Beida, Segana et Djeddar, en plus de l'aménagement de la seconde partie de la zone d'activité de Djerma avec l'objection de réunir les conditions requises pour l'investissement. Les efforts déployés dans la wilaya de

Batna, ont visé l'encouragement de l'investissement économique par la création d'une zone d'activité destinée aux privés à la région de Deraâ Bensebah, dans la localité de Tazoult, érigée sur une superficie de 186,78 hectares, a encore rappelé la même source, affirmant que cette zone qui abritera 12 projets d'investis-

sement portant création de 3.800 emplois. Affirmant que Batna était devenue «un pôle leader dans la production du céramique», M. Sayouda a cité les opérations d'exportations de cette matière vers la Jordanie, la Libye et la Mauritanie entamées dernièrement.

N. T.

## El Tarf

## Raccordement «avant le ramadhan» de 161 sites au réseau de gaz

Pas moins de 161 sites groupés d'habitats ruraux localisés dans différentes communes de la wilaya frontalière d'El Tarf seront raccordés «avant le mois de ramadhan prochain» au réseau de gaz naturel, a indiqué jeudi le wali, Mohamed Belkateb. Les travaux de raccordement, lancés dans 85 sites sur les 161 ciblés, se poursuivent «à un rythme soutenu» et affichent un taux d'avancement de 52%, a précisé le même responsable, citant, entre autres sites, ceux localisés dans les communes de Dréan, Chebata Mokhtar, Bougous, Zerizer et Asfour. S'inscrivant dans le cadre du programme de

mise à niveau dont a bénéficié récemment la wilaya, cette opération cible près de 11 000 familles qui profiteront «avant le printemps prochain, au plus tard» de cette précieuse énergie pour laquelle une enveloppe financière de plus 248 millions de dinars a été mobilisée, a soutenu le chef de l'exécutif local lors d'une rencontre avec les représentants de la presse.

En plus du raccordement au réseau de gaz de ville, ces groupements ruraux, au profit desquels plus de 1,5 milliard de dinars a été retenu pour leur alimentation en électricité, bénéficieront également de divers autres

travaux (réseaux d'assainissement, routes, éclairage public...) pour leur mise à niveau, a-t-il dit. Evoquant l'impact de ces projets sur l'amélioration du cadre de vie des citoyens, Mohamed Belkateb a affirmé qu'un ambitieux programme valorisant l'investissement et créateur de richesse et d'emplois «sera prochainement mis en place» en faveur des zones frontalières de la wilaya d'El Tarf. Ces projets d'investissement sont appelés à désenclaver, redynamiser et valoriser le potentiel existant dans les régions frontalières de la wilaya.

R. R.

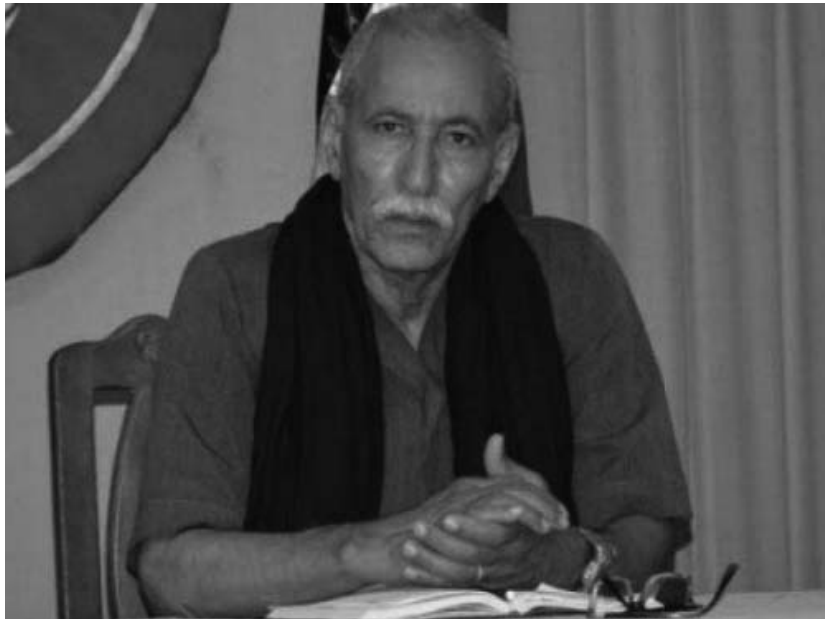
Sahara occidental

# Ghali dénonce vigoureusement l'organisation d'un Forum à El Ayoune occupée

■ Le président de la République arabe sahraouie démocratique, Brahim Ghali, a appelé l'ONU à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à l'attitude irresponsable du Maroc envers sa charte, ses décisions et sa crédibilité, dénonçant avec force la détermination des autorités marocaines à organiser début novembre «un forum d'affaires Maroc-France» dans la ville occupée d'El Ayoune.

Par Farid M.

Dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le président sahraoui a dénoncé avec force les agissements marocains, affirmant que la tenue de ce genre d'événement par le Maroc dans la ville occupée d'El Ayoune sous la supervision directe du roi Mohamed V «dénote l'absence d'une volonté réelle et sincère auprès de la partie marocaine pour coopérer avec vos efforts et ceux de votre envoyé personnel Horst Kohler». M. Ghali a dénoncé également les atterrissements de l'occupant marocain qui profite «du mutisme injustifié de l'ONU pour poursuivre sa politique expansionniste hostile». «Face à ces agissements provocateurs illégaux et immoraux, nous exhortons l'ONU à accélérer la prise de démarches urgentes pour contrer des agissements du Maroc qui fait fi de la charte et des décisions onusiennes», a-t-il soutenu. Il a rappelé que «depuis le début de l'occupation militaire marocaine illégale du Sahara occidental, le 31 octobre 1975, l'Etat marocain n'a jamais cessé ses politiques dangereuses visant à changer la situation à son profit de manière systématique, rapide et globale dans tous les domaines militaire, civil, politique, économique, social, démographique et autres». Le président sahraoui a évoqué les activités et actions menées par l'occupant marocain qui «viole la légalité internationale et le droit humanitaire international», en pillant les richesses naturelles du Sahara occidental et en organisant des élections et forums économiques



dans une région non soumise à son autorité. Il a rappelé, dans ce sens, «la grave violation de l'accord de cessez-le-feu et des accords militaires y afférentes, par l'ouverture d'un terminal au niveau de Guerqerate, principale source de l'escalade enregistree ces derniers temps». Après avoir condamné la détermination des autorités marocaines à organiser en novembre leur «Forum d'Affaires Maroc-France» dans la ville occupée d'El Ayoune, après avoir organisé le Forum de Crans Montana dans la ville occupée de Dakhla, le Président Ghali a déploré le fait que «la France, pays des libertés et des droits de l'homme, soit partie prenante de

cette rencontre et défie le Conseil de sécurité onusien où elle occupe le siège de membre permanent». En janvier dernier, lors du dernier Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA tenu à Addis-Abeba, les appels pour la mise en œuvre de la déclaration adoptée, lors de sa 24e session tenue à Addis-Abeba du 30 au 31 janvier 2015, concernant le Forum Crans Montana, organisation basée en Suisse, ont été réitérés afin de s'abstenir d'organiser des sessions dans la ville de Dakhla, au Sahara occidental occupé. Un appel a également été lancé aux Etats membres et aux organisations de la société civile africaine à boycotter le pro-

chain forum. Le président sahraoui a réaffirmé, dans sa lettre, que la présence du Maroc sur les territoires sahraouis, tel que précisé dans les décisions de l'Assemblée générale du Conseil de sécurité (CS), de la Cours de justice internationale (CJI) et la cours de justice européenne (CJUE) entre autres, est une occupation militaire illégale, et que l'organisation de toute activité ou festivité organisée par l'occupant marocain dans les territoires sahraouis occupés constitue un acte offensif et provocateur qui va à l'encontre du droit international, du droit humanitaire international et du droit européen. La CJUE a affir-

mé clairement dans ses arrêts notamment de décembre 2016 et février 2018, que la RASD et le Maroc étaient deux pays distincts et séparés et que l'exploitation des richesses sahraouies était un acte illégal sans l'aval du peuple sahraoui sous la direction de son seul représentant légal «le Front Polisario».

## Une députée française interpelle son pays concernant les derniers développements

La députée française du parti la «République en marche» (LREM), Béangère Couillard, a interpellé le gouvernement de son pays concernant les derniers développements de la question sahraouie et les résultats réalisés depuis l'adoption par le Conseil de sécurité onusien en avril dernier de la prorogation de six mois du mandat de la Minurso jusqu'au 31 octobre, a rapporté jeudi l'Agence de presse sahraouie (SPS). La députée française a adressé une question écrite au ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, dans laquelle elle l'interpelle sur la situation au Sahara occidental et les développements y afférents depuis l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la prorogation du mandat de la Minurso jusqu'au 31 octobre et son appel aux parties au conflit, à savoir le Front Polisario et le Royaume du Maroc, à relancer «des négociations directes sans conditions préalables», précise la même source. Elle s'est interrogée sur les résultats réalisés depuis l'adoption de cette décision qui a démontré la volonté de la communauté internationale à relancer le processus de règlement onusien à travers le retour aux négociations directes sur le Sahara Occidental en vue de parvenir à une solution définitive qui mettra fin aux circonstances difficiles dans lesquelles vivent les réfugiés sahraouis, et ce suivant le dernier rapport du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans lequel il a exprimé sa grande «préoccupation» vis-à-vis de «la souffrance persistante des milliers de réfugiés sahraouis suite à l'échec à parvenir à une solution juste et définitive», ajoute la même source. Par ailleurs, la députée française a mis l'accent sur «l'impératif» de consentir davantage d'efforts pour apaiser la souffrance des réfugiés sahraouis de façon à améliorer la situation des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés selon les recommandations du SG de l'ONU dans son dernier rapport.

R. M.

F. M./APS

Libye

## L'Unicef octroie 4,7 millions de doses de vaccins pour les enfants

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé jeudi avoir affrété trois avions pour acheminer en Libye une aide médicale contenant 4,7 millions de doses de vaccins contre la rougeole, la rubéole et la polio ainsi que 2,75 millions de doses de supplément de vitamine A et des seringues qui seront distribuées dans le cadre de la campagne nationale de vaccination des enfants libyens. «Ces fournitures seront indispensables à la campagne nationale de vaccination menée en Libye en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fin novembre, qui vise à protéger quelque 2,75 millions d'enfants exposés au risque de maladies pouvant être prévenues par la vaccination», a précisé l'Unicef dans un communiqué de presse publié sur le site de l'ONU, précisant que l'aide a été réceptionnée par les autorités libyennes jeudi à l'aéroport de Tripoli. «Les maladies mortelles telles que la rougeole ne font pas de discrimination. Elles peuvent frapper n'importe quel enfant

vulnérable, n'importe où. Nous travaillons en étroite collaboration avec les autorités libyennes pour veiller à ce que les vaccins qui sauvent la vie soient disponibles dans tout le pays, y compris dans les zones difficiles à atteindre», a déclaré Abdel-Rahman Ghandour, représentant spécial de l'Unicef en Libye, mentionnant que «la vaccination est un droit pour chaque enfant». «La récente épidémie de rougeole et le risque actuel d'importation du virus de la poliomyélite rendent très important le renforcement de l'immunité des enfants contre ces maladies. L'OMS et l'Unicef unissent leurs efforts pour mener une campagne nationale contre la rougeole et la poliomyélite», a indiqué, pour sa part, le D Syed Jaffar Hussein, représentant de l'OMS et chef de mission en Libye. Les deux responsables onusiens ont souligné, dans ce contexte, que «le conflit prolongé qui sévit actuellement en Libye a endommagé les infrastructures de santé, perturbé les services de santé publique et l'accès aux soins de

santé de base». Ils ont relevé, en outre, que «les services de vaccination de routine en Libye ne sont pas suffisants étant donné que de migrants utilisent le territoire libyen comme point de transit alors qu'ils n'ont pas été vaccinés dans leur pays d'origine ou ont manqué la dose requise en Libye». L'Unicef, l'OMS et le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies (CERF) ont alloué une enveloppe financière de 5 millions de dollars pour mener une campagne de vaccination contre une épidémie de rougeole en Libye, contre la polio et la fourniture de suppléments de vitamine A, a fait savoir encore l'Unicef. «La campagne de vaccination sera menée en partenariat avec le Centre national de contrôle des maladies, le ministère libyen de la Santé, l'OMS, l'Agence des Nations unies pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR)», a-t-elle précisé dans son communiqué.



## États-Unis

# Face à l'avancée des migrants au Mexique, Trump va déployer l'armée à la frontière

■ Malgré la fatigue croissante, les migrants honduriens ont poursuivi jeudi leur périple dans le sud du Mexique, en direction des États-Unis qui s'apprentent à déployer 800 militaires à la frontière pour les stopper.

Par Rima C.

Ces milliers de Honduriens, qui fuient la violence et la misère dans leur pays, sont partis à l'aube de Mapastepec vers Pijijiapan, dans l'État du Chiapas (sud), qu'ils ont atteint dans l'après-midi après sept heures de marche. «Oui, nous y sommes arrivés!», ont lancé les migrants en arrivant dans cette localité de 50 000 habitants. D'autres, qui avaient pu monter sur des camions pour effectuer l'étape, les avaient précédés et se détendaient en jouant au football ou en se lavant dans la rivière. La «caravane» doit encore

parcourir plus de 3 000 km pour atteindre la frontière des États-Unis, ce qui devrait lui prendre environ un mois et demi, selon leurs calculs. «La seule chose dont j'ai peur c'est qu'ils nous renvoient au Honduras», confie à l'AFP Angel Josué Flores, un maçon de 20 ans, tandis qu'un hélicoptère de la police fédérale survole les migrants à basse altitude. Alejandra Lopez, 28 ans, travaillait dans une entreprise de textile de San Pedro Usula, quand son mari a été tué, il y a six mois, par le gang criminel des Maras. «Ils voulaient notre maison» raconte cette jeune femme, qui voyage avec ses quatre

enfants, dont un de deux ans. La majorité des migrants progressent à pied sur un trajet qui longe la côte Pacifique mexicaine, certains portant des enfants sur les épaules, quelques-uns même en chaise roulante. «J'ai besoin de me faire opérer, je veux le faire aux États-Unis car dans mon pays personne ne m'aide», confie Sergio Caceres, 40 ans, dans une chaise roulante que pousse un ami rencontré dans la caravane. Il espère retrouver de l'autre côté de la frontière deux soeurs qui lui envoient régulièrement de l'argent pour subsister. L'ONU estime qu'environ 7 000 personnes font partie de la caravane qui a quitté le 13 octobre le Honduras. Les migrants progressent en masse pour des raisons de sécurité sur un périple qu'ils savent dangereux. «Nous voulons arriver sains et saufs. Nous savons que ce pays est dangereux, mais au Honduras, c'est encore pire, ils tuent pour rien», explique José Anibal Mejía, 27 ans, tout en avançant sur la route avec sa fille de huit ans. «Tous les Honduriens qui sont ici veulent vivre le rêve américain», dit-il. En pleine campagne pour les élections législatives de mi-mandat, le président américain Donald Trump tempête depuis plusieurs jours contre ces migrants,



PH. A. D. R.

dénonçant un «assaut». «Les lois adoptées par les démocrates font qu'il est difficile pour nous de stopper des gens à la frontière», a tweeté jeudi M. Trump. «J'envoie l'armée pour cette urgence nationale. Ils seront stoppés!», a-t-il ajouté. Le Pentagone doit déployer 800 militaires à la frontière avec le Mexique, pour apporter un soutien logistique, ont indiqué jeudi à l'AFP deux responsables américains. Ces troupes de l'armée régulière, qui pourraient être envoyées depuis plusieurs bases militaires du pays, viendront renforcer les plus de 2 000 réservistes de la Garde nationale déjà sur place depuis le printemps. Les renforts comprennent des médecins et des ingénieurs et apporteront principalement un soutien logistique et matériel, dont des tentes et des véhicules. Selon Bill Speaks, le porte-parole de la Marine, le

ministère de la Défense travaille avec le ministère à la Sécurité intérieure «pour déterminer les détails de notre soutien» aux autorités à la frontière. Selon le New York Times, M. Trump envisage de prendre un décret présidentiel pour bloquer les migrants à la frontière, sur la même base juridique que celle utilisée pour son décret migratoire controversé («Muslim Ban»). Ce décret de janvier 2017, visant à interdire l'accès des États-Unis aux ressortissants de plusieurs pays à majorité musulmane, a finalement été validé dans une version amendée en juin 2018 par la Cour suprême. Le nouveau décret créerait des lois pour empêcher les migrants traversant la frontière entre deux postes de demander l'asile, selon le quotidien américain qui cite des personnes proches du projet.

R. C.



## Points chauds

Profit

Par Fouzia Mahmoudi

Si Recep Tayyip Erdogan s'est fait connaître principalement ces dernières années pour sa prise d'échec du pouvoir en Turquie ainsi que pour ses purges visant plus d'une centaine de milliers de ses concitoyens ou encore pour ses attaques et menaces contre des pays pourtant alliés de longue date avec la Turquie, aujourd'hui le roi d'Ankara a trouvé dans l'affaire du meurtre sordide du journaliste saoudien Jamal Khashoggi une façon de redorer son blason à l'échelle internationale. Et s'il s'est ces derniers jours positionné comme le champion de la vérité et de la justice, ses exactions sont loin d'être oubliées. En effet, l'ONG Amnesty International a dénoncé dans un rapport publié cette semaine, le manque de recours dont disposent les personnes limogées dans le cadre des purges menées en Turquie après le coup d'État manqué qui aurait visé le président turc en juillet 2016. Environ 130 000 personnes ont été limogées au cours des deux années d'état d'urgence, instauré en juillet 2016 et levé en juillet 2018, selon Amnesty. Parmi elles, seuls un peu plus de 6 000 ont été réintégrées. Les autorités affirment que ces purges étaient nécessaires pour «nettoyer» les institutions et écarter tout risque de sédition, mais des ONG et l'opposition dénoncent une manœuvre visant à faire taire les opposants au président Recep Tayyip Erdogan. Les autorités ont imputé la tentative de coup d'État au prédicateur Fethullah Gülen, installé aux États-Unis et qui nie toute implication. Outre les gulénistes présumés, les purges ont visé les milieux pro-kurdes et de nombreux médias. En janvier 2017, les autorités ont mis sur pied une commission de recours permettant aux personnes limogées de faire appel. Mais, selon Amnesty, ladite commission «est inadaptée aux besoins», notamment en raison de son «manque d'indépendance» et ne sert qu'à «entériner» les décisions du gouvernement. Au 5 octobre, la commission n'avait rendu des décisions que dans 29% des cas qui lui ont été soumis. Et n'a annulé le renvoi que dans 7% de ces cas, selon l'ONG. «Le renvoi arbitraire de ces employés du service public et l'absence de processus d'appel efficace est l'une des pires violations des droits de l'homme de la période de l'état d'urgence», affirme le rapport. «Le processus dans son ensemble est un affront honteux à la justice», déplore Andrew Gardner, directeur des recherches et de la stratégie sur la Turquie à Amnesty International. Lors de leur limogement par décret-loi, les personnes concernées ne sont pas informées des raisons exactes de leur renvoi, si ce n'est une vague formule portant sur des liens avec des «organisations terroristes». Le caractère vague de ces allégations les rend difficiles à réfuter par les personnes concernées, selon Amnesty. Les personnes limogées «vivent dans l'incertitude en l'absence d'un recours effectif. Au lieu de leur fournir un mécanisme pour obtenir justice, la Commission n'a fait que remuer le couteau dans leurs plaies», estime Andrew Gardner. Ainsi, Erdogan qui essaie à tout prix de profiter du drame lié à la mort de Jamal Khashoggi pour se mettre au-devant de la scène internationale serait plus inspiré à veiller à ne pas se mettre à dos ses alliés et à traiter son peuple avec plus de respect qu'il ne le fait aujourd'hui.

F. M.

## Brésil

### Présidentielle dans une odeur de soufre

Les Brésiliens élisent demain leur président à l'issue d'un duel que le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro semble devoir remporter facilement face à son adversaire de gauche Fernando Haddad, au terme d'une campagne à l'odeur de soufre. Si le capitaine de réserve est élu pour succéder pour quatre ans au conservateur Michel Temer, le plus grand pays d'Amérique latine choisira pour la première fois un président d'extrême droite, chantre de la dictature (1964-85) et de ses tortionnaires. Un dernier sondage a prédit jeudi soir une franche victoire à Bolsonaro, 63 ans, du Parti social libéral (PSL) avec 56% des suffrages contre 44% à Haddad, 55 ans, du Parti des travailleurs (PT), le substitut de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva, emprisonné pour corruption et inéligible. Quelque 147 millions de Brésiliens vont aux urnes à l'issue d'une campagne très polarisée et entachée de violences après le 1<sup>er</sup> tour, dans un pays aux dimensions continentales confronté à plus de 60 000 homicides par an, à une corruption endémique et un marasme économique. Pour de nombreux analystes, Bolsonaro est le symptôme des crises qui

plombent le Brésil depuis la fin calamiteuse de 13 années de règne du PT avec la destitution de l'ex-présidente Dilma Rousseff, en 2016. Ce populiste, qui dit vouloir ramener l'ordre, a surfé sur la puissante vague d'exaspération du peuple brésilien. «Il a su profiter de très fort courant contre le PT et contre les politiciens corrompus», dit David Fleischer, politologue de l'Université de Brasília. «Il a su se vendre comme un homme politique antisystème» alors qu'il est député depuis 27 ans. Haddad, ex-maire de Sao Paulo, n'a pas réussi à former un «front démocratique» avec le centre gauche et le centre pour barrer le chemin du Palais de Planalto à l'extrême droite. Pourtant, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées contre les risques que ferait courir Bolsonaro à la jeune démocratie brésilienne. «Cela semble curieux qu'un candidat qui défend la mort, la torture, la barbarie et la discrimination, au mépris de vingt ans d'avancées (démocratiques) puisse être choisi», a déclaré Carol Proner, professeure de droit à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, à la Fondation Jean-Jaurès. Mais David Fleischer, lui, «ne voit aucune menace à la

démocratie» au Brésil où «les institutions sont très solides». Ouvertement raciste, misogone et homophobe, Jair Bolsonaro, galvanisé par la proximité de la victoire, est monté de plusieurs crans ces derniers jours dans le registre outrancier qui l'a fait connaître. Cet avocat d'une libéralisation du port d'armes a promis une grande purge au Brésil «des rouges», la prison ou l'exil à ses opposants et souhaité à Haddad comme à Lula «de mourir en prison». Celui qui veut gouverner «pour la majorité, et non la minorité», s'est aussi attaqué à la liberté de la presse, menaçant la Folha de S. Paulo de «gagner cette guerre» après que le grand quotidien a révélé que des entreprises auraient financé l'envoi de millions de messages sur WhatsApp pour son compte. «C'est de la rhétorique de campagne», dit M. Fleischer. Il y a beaucoup de choses que Bolsonaro ne pourra probablement pas mettre en pratique, car il lui faudra l'accord du Congrès, et aussi des tribunaux». Le capitaine de réserve a fait des réseaux sociaux sa machine de guerre, avec ses 15,4 millions d'abonnés sur Facebook, Instagram et Twitter.





## Opéra d'Alger

# «Arlequin, serviteur de deux maîtres» présenté aux Algérois

■ «Arlequin, serviteur de deux maîtres», célèbre comédie populaire italienne, marquée par la naïveté, la ruse et l'ingéniosité de ses personnages masqués, a été présentée, jeudi soir à Alger, par la «Compagnie du Piccolo Teatro de Milan», devant un public nombreux.

Par Abia Selles

Mise en scène par Giorgio Strehler (1921-1997) sur un texte écrit en 1745 dans le registre de la «Commedia Dell'Arte» par le Vénitien, Carlo Goldoni (1707-1793), cette œuvre comique de trois actes, rendue en italien avec un sous-titrage français défilant en haut de la scène, a été présentée à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh dans le respect strict de la conception de Strehler.

Apparue au XVI<sup>e</sup> siècle, la Commedia dell'arte, ou théâtre interprété par des gens de l'art (c'est-à-dire par des comédiens professionnels), est un genre populaire qui se caractérise par des «personnages stéréotypés aux caractères hiérarchisés», jouant «masqués des situations burlesques», dans une discipline d'acteurs, où les comédiens, par l'improvisation, sont tout le temps «dans l'urgence, à la recherche de leur survie», avait expliqué Antonio Fava, lors de masters-class sur la Commedia dell'arte, encadrées en 2013 au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA). Fille unique de Pantalon, un riche marchand

vénitien, Clarisse vit les derniers arrangements en vue de son mariage avec Silvio fils du docteur Lombardi, lorsqu'intervient Arlequin, pour annoncer la visite de son nouveau maître Federigo Rasponi, premier fiancé de Clarisse, pourtant supposé mort à Turin, assassiné dans une embuscade.

Plongée d'abord dans la stupeur, l'assemblée découvrira après que le nouveau maître d'Arlequin, n'est autre que Béatrice, la sœur de Federigo Rasponi qui s'est dissimulée dans ses accoutrements et qui, en réalité, était à la recherche de son amant Florindo Aretusi, accusé d'être l'assassin de Federigo Rasponi.

Arlequin, se faisant solliciter par Florindo Aretusi, s'invente un clone et accepte de le servir, devenant ainsi le valet de deux amants qui se cherchent, bousculant l'autorité des maîtres et bouleversant les amours.

Occupant tous les espaces de la scène avec le souci de faire jouer les accessoires (chaises, tables, ustensiles de cuisine, luminaires, journaux intimes et différents costumes dans deux grandes malles) comme de véritables partenaires, la quinzaine de comédiens, dans des accou-



trements de l'époque, propres aux différents personnages de la Commedia dell'arte, ont brillé par un jeu intense aux échanges directs, dans une dramaturgie aux aphorismes pertinents et au rythme ascendant et soutenu.

En fonction des différentes situations, l'agencement intelligent et esthétique du corps dans ses moindres gestes et mouvements avec une mimique expres-

sive du visage a considérablement soutenu le verbe en action, dans des rôles emballés, burlesques mais mesurés, rendus dans la grâce, le pas élané et le jeu élégant.

La scénographie, œuvre du grand Ezio Frigerio, gardée elle aussi intacte par la Compagnie du Piccolo Teatro de Milan, a été conçue sur un fond neutre, avec au milieu de la scène, un jeu de

rideaux annonçant l'espace de chaque situation, monté sur une estrade où était centralisé le déroulé de la trame, rendue, durant trois heures, en trois parties, annoncées par les douze coups du brigadier et séparées par trois entractes.

Dans de brèves interventions, six musiciens ont servi à ponctuer les moments importants de la pièce, que le public, qui a beaucoup interagi avec les comédiens, a hautement appréciée, applaudissant chaque fin de situation. A.S./APS

## Boumerdès

## La bibliothèque de lecture publique bientôt réceptionnée

Le projet de la bibliothèque principale de lecture publique de la ville de Boumerdès sera réceptionné en fin d'année en cours, ou au plus tard au premier trimestre 2019, a-t-on appris jeudi, auprès du directeur de la culture de la wilaya.

Le projet, doté d'une enveloppe de près de 350 millions DA, et dont «la livraison a été retardée à maintes reprises pour des motifs d'ordre financier, notamment enregistré actuellement un taux d'avancement estimé à 80%», a indiqué à l'APS, Abdelali Kouidid.

Construit en plein centre-ville de Boumerdès, sur une assiette de près de 4 000 m<sup>2</sup>, cet établissement culturel, dont l'architecture associe styles ancien et moderne, compte cinq étages englobant une salle de conférences (250 places), des salles de lecture et d'Internet, des ateliers artistiques et

scientifiques, entre autres. Le responsable a, par la même, signalé que les travaux sont en cours pour le parachèvement de la réalisation et d'équipement d'un nombre d'autres bibliothèques urbaines, en vue de leur réception à Dellys, Beni Amrane, Naciria et Khmis El Khechna, et Corso, parallèlement à l'équipement de trois bibliothèques rurales déjà réceptionnées au niveau des villages de Koudiat Laarayess (commune de Legata), Ben Merzouka (Boudouaou) et Omar (Bordj Menail).

Il a, en outre, fait part du «gel», au titre de la politique de «rationalisation des dépenses du secteur» de nombreux projets, parmi lesquels une salle polyvalente à la maison de la culture Rachid-Mimouni, une salle de lecture à Bordj Menail, deux bibliothèques rurales à Beni Amrane et Khmis El Khechna et deux

bibliothèques semi urbaines à Bordj Menail et Thenia..

Entre 2009 et 2014, la wilaya de Boumerdès a bénéficié de 33 projets de bibliothèques de lecture publique, dont une partie a été déjà réceptionnée, et d'autres sont toujours en cours de concrétisation ou d'équipement.

Le secteur de la culture a bénéficié, entre 2004 et 2014, d'une enveloppe globale de près de 1,4 milliard DA affectée, entre autres, à la réalisation du plan de protection du secteur protégé de la Casbah de Dellys et à la mise en œuvre de travaux d'urgence et de réhabilitation des sites archéologiques en son sein, outre d'autre projets structurels, dont des bibliothèques, des théâtres et des salles de spectacle.

F.H.

Célébration du 1<sup>er</sup> Novembre

## Des journées théâtrales prévues à Oran

Des journées théâtrales ayant pour slogan «La jeunesse raconte l'histoire» sont prévues à Oran dans le cadre de la célébration du 64<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte de libération nationale, a-t-on appris mercredi des organisateurs.

Une nouvelle épopée intitulée «Rijal Ethaoura» sera présentée à cette occasion le 1<sup>er</sup> novembre prochain au théâtre régional

«Abdelkader Alloula» (TRO), a précisé à l'APS Mohamed Mihoubi, président de l'association culturelle «El-Amel» organisatrice de cet événement.

Fruit d'une écriture collective, «Rijal Ethaoura» (les hommes de la révolution) met en relief les souffrances endurées par le Peuple algérien durant la colonisation et le sacrifice consenti par les glorieux chouhada, a indiqué

M. Mihoubi qui assure la mise en scène de la pièce. Le ton aux Journées théâtrales de l'association «El-Amel» sera donné le 30 octobre avec un monologue à succès de Mihoubi intitulé «Algérie et fier», dont une représentation sera jouée au profit des étudiants universitaires.

Ce spectacle raconte «le retour d'un migrant clandestin depuis l'autre rive de la

Méditerranée, regagnant son pays où il réussit à construire son avenir», a expliqué Mihoubi.

Les activités programmées par l'association «El-Amel» seront clôturées le 2 novembre par une table-ronde consacrée au «rôle joué par les artistes algériens durant la période coloniale pour l'éveil des consciences et la sensibilisation à la cause nationale», a-t-il indiqué. L. B.

## AGEND'ART

Centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger

**Jusqu'au 25 octobre :**

Exposition d'arts plastiques avec l'artiste peintre plasticien Abderrahmane Bekhti.

Galerie Seen Art

**Jusqu'au 3 novembre :**

Exposition collective intitulée «Versions Originales» avec les artistes Yasser Ameur (L'homme jaune), Leila Boutammame, Amar Briki, Faiza Maghni, Adlane Samet, Mayalnes

Touam et Hocine Zaourar. Galerie d'art Dar-EL-Kenz (Lot Bouchaoui 2, n°325, Chéraga, Alger)

**Du 27 octobre au 7 novembre**

18<sup>e</sup> Salon d'automne du petit format, avec la participation de 24 artistes dont Bettina Heinen Aych, Catherine Rossi, Shahriar Pirozram, Samia Skenazen, Moussa Bourdine, H'ssien, Mohamed Massen et Rachid Talbi. Vernissage le samedi 27 octobre, à partir de 15h.

Galerie d'Arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)

**Jusqu'au 3 novembre :** Exposition de peinture de Djahida Houadef, sous le thème «Passage rituelique».



## Comité technique spécialisé (J.C.S.) L'Algérie à la tête du nouveau bureau pour un mandat de deux ans

L'ALGERIE, représentée par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, présidera le bureau du Comité technique spécialisé, jeunesse, culture et sport de l'Union africaine, pour un mandat de deux ans. Hattab présidera le bureau et aura comme vice-présidents, les ministres de la jeunesse et des sports de la Zambie (1<sup>er</sup> vice-président), du Nigeria (2<sup>e</sup> vice-président) et celui de la république du Congo (3<sup>e</sup> vice-président). Le rapporteur du bureau est le ministre de la jeunesse et des sports de l'Ouganda. Le nouveau bureau a été plébiscité, jeudi à Alger, par les représentants des 33 pays présents sur les 37 membres de l'assemblée, aux travaux de la 3e session du Comité technique spécialisé, jeunesse, culture et sport de l'Union Africaine qui devront prendre fin jeudi avec l'adoption des différentes recommanda-

tions et suggestions des experts africains de l'ensemble des commissions qui étaient en conclave depuis dimanche. Après l'élection du nouveau bureau du Comité technique spécialisé, jeunesse, culture et sport de l'Union Africaine, le ministre de la jeunesse et des sports, Mohamed Hattab, a tenu, en sa qualité de nouveau président à rendre hommage aux membres du bureau sortant pour le travail accompli durant les deux dernières années. «Je tiens au nom de l'Algérie, en sa qualité du nouveau président du Comité technique spécialisé, jeunesse, culture et sport de l'Union africaine, pour les deux années à venir, et au nom de tous les membres présents, à saluer le bureau sortant pour les efforts consentis et l'excellent travail accompli et qui répondent aux aspirations de l'Afrique et de sa jeunesse», a déclaré Hattab.

### Athlétisme

## Makhloufi vise les JO-2020 de Tokyo

LE DOUBLE vice-champion olympique du 800 et 1 500 m à Rio de Janeiro-2016 Taoufik Makhloufi, éloigné des pistes depuis près de deux ans à cause d'une méchante blessure, entamera dans les prochains jours un stage bloqué à l'étranger pour préparer les grandes échéances internationales à venir dont les Jeux Olympiques JO-2020 de Tokyo. «J'ai repris les entraînements il y a près de deux mois ici en Algérie. Je vais effectuer à partir de la fin du mois d'octobre/début novembre la première étape de ma préparation à l'étranger avec un stage bloqué en France en prévision des prochaines échéances internationales, entre autres les Championnats du monde 2019 à Doha et surtout Tokyo-2020 qui demeurent mon objectif principal, sans oublier les Jeux méditerranéens Oran-2021», a déclaré Makhloufi dans un entretien à l'APS. «J'ai concocté avec mon coach un programme de préparation qui prend en considération tous les aspects en vue des prochains rendez-vous. Des stages en altitude sont prévus en Afrique du Sud et au Kenya. Je compte ensuite effectuer des courses courtes de cross-country avant de prendre part à certains meetings pour évaluer ma forme et aborder ainsi les Championnats du monde 2019 de Doha qui constituent un objectif intermédiaire», a-t-il ajouté. Le natif de Souk-Ahras ne semble guère être inquiet outre mesure par les deux années passées loin des pistes. Au contraire, il est bien décidé à retrouver progressivement la forme qui était sienne avant sa blessure. «Je suis serein et confiant, ma blessure n'est plus qu'un mauvais souvenir. Je me sens bien dans ma peau. Je vais travailler dur pour atteindre mes objectifs. J'ai tracé un programme de préparation avec mon entraîneur et la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) que nous avons proposé au ministère de la Jeunesse et

des Sports (MJS)». «Je pense être en forme d'ici aux Mondiaux-2019. J'ai acquis beaucoup d'expérience qui va m'aider dans ma préparation. Je suis concentré sur mon travail 100% avec l'aide de tout mon staff technique et médical». «Le secret de la réussite réside dans le travail et la bonne préparation», a-t-il estimé.

### Aller arracher «quelque chose de grand»

Interrogé sur ses relations avec la FAA et le MJS, l'ancien champion olympique du 1500 m à Londres en 2012 s'est félicité de la «bonne entente» et espère que toutes les parties vont tirer dans la même direction pour l'intérêt général du sport algérien. «Je remercie le ministère pour son aide. Je souhaite que les procédures administratives se fassent le plus normalement du monde sans bureaucratie. De son côté, la FAA a fait pour le moment l'essentiel pour m'aider. Je vais faire le maximum pour être à la hauteur», a-t-il promis. Makhloufi, qui reste le seul athlète à avoir offert à l'Algérie trois médailles olympiques (une en or et deux en argent) en deux participations aux JO, ne compte pas s'arrêter là. «Je me sens toujours capable d'aller arracher quelque chose de grand. Les prochains Jeux de Tokyo constituent mon objectif numéro 1. Je vais me donner à fond pour être présent à ce rendez-vous, comme en 2012 et 2016». «Les Mondiaux de Doha seront également un objectif pour moi. Je veux décrocher un titre mondial qui manque à mon palmarès. Lors des Championnats du monde 2015 de Pékin, j'ai terminé à la quatrième place dans des conditions spéciales, sans entraîneur». «Après les JO-2016, j'ai bien préparé les Mondiaux de Londres-2017 avec l'objectif de monter sur le podium, mais malheureusement une blessure de dernière minute a freiné mes ambitions», se souvient Makhloufi.

## Ligue I Mobilis (12<sup>e</sup> journée) La JSK souhaite confirmer, l'USMA en péril

■ Le co-leader de la Ligue I Mobilis, la JS Kabylie, fera tout ce qui est en son pouvoir pour confirmer sa bonne santé lors de cette 12<sup>e</sup> journée avec la réception aujourd'hui du CS Constantine.



Par Mahfoud M.

Les Canaris qui sont en pleine forme souhaitent continuer sur cette belle lancée et donc ajouter trois autres points à leur capital-points. Les poulaîns de Dumas savent ce qui les attend et se présenteront avec une grande volonté pour tenter de prendre les trois points et donc garder leur position. Toutefois, ils devront faire très attention à ces Constantinois qui souhaitent sortir de cette situation et donc se relancer dans la course au podium. De son côté, l'USM Alger qui est au coude à coude avec la JSK aura la mission délicate en se rendant à Médéa pour croiser le fer avec l'Olympique local. Les gars du Soustara auront un déplacement périlleux même si tout reste possible et ils pourraient très bien revenir avec un résultat probant sachant que les locaux souffrent toujours sur

leurs bases et n'arrivent pas à concrétiser leur domination. Le CR Belouizdad qui s'en est bien tiré lors du dernier derby disputé face au NAHD, aura l'occasion de confirmer face au CA Bordj Bou Arreridj même si le fait de jouer le match à huis clos n'arrange pas vraiment ses affaires. Pour sa part, le MC Oran qui effectue des matchs bons et d'autres moins bons souhaite prendre les points du succès face au DRB Tadjenant qui voyage mal ces derniers temps. Les Hamraoua n'ont, en tout cas, pas le choix et se doivent de l'emporter s'ils souhaitent se relancer. L'AS Aïn Milla qui est toujours handicapé par le fait de jouer ses matchs à domicile hors de ses bases reçoit l'USM Bel Abbès à Batna. Les poulaîns d'Adjali n'ont d'autres choix que de l'emporter s'ils souhaitent vraiment se repositionner, même si cela ne sera pas facile devant la formation d'El Mekera conduite par son nouvel entraîneur,

Youcef Bouzidi. Le Paradou AC qui est revenu avec le point du nul de son déplacement à Béchar face à la JSS souhaite maintenant l'emporter à domicile face au MO Béjaïa, ce qui ne sera pas facile devant les ambitions de leurs adversaires qui souhaitent aussi se reprendre après le semi-échec à domicile face à l'OM. Enfin, le match entre l'ES Sétif et le NAHD est reporté à une date ultérieure, étant donné que les Sétifiens sont encore fatigués après avoir disputé mardi dernier le match retour de la demi-finale de la Ligue des champions face au Ahly du Caire. **M. M.**

Le programme :	
Samedi 27 octobre 2018 :	
OM-USMA (15h)	
CRB-CABBA (15h à huis clos)	
MCO-DRBT (17h)	
ASAM-USMBA (17h)	
JSK-CSC (17h45)	
PAC-MOB (18h)	
ESS-NAHD (reporté)	

## Agex de la FAF pour les centres de formation Zetchi veut le consentement des membres de l'AG

C'est aujourd'hui que se tiendra l'AG extraordinaire de la Fédération algérienne de football au Centre de préparation des équipes nationales de Sidi Moussa. Cette AG aura un seul point à l'ordre du jour, à savoir, le vote sur le lancement des centres de formation de la FAF au nombre de quatre et qui devraient être réalisés grâce au soutien de la FIFA. Les centres remplaceront l'hôtel de la FAF

qui devait être érigé par l'ancien patron de la FAF, Mohamed Raouraoua et que l'actuel occupant du Palais de Delly Brahim, Kheireddine Zetchi, a décidé de dégommer au profit de ces centres. Il avait déclaré, à maintes reprises, que l'hôtel n'a pas lieu d'être construit car cela n'est pas des prérogatives de la FAF qui doit se pencher plutôt vers le développement de la balle ronde nationale. Zetchi a

tenu des réunions avec les membres de l'AG de la FAF des différentes régions du pays il y a quelques jours et il avait tenté de leur expliquer le point de vue de la Fédération quant à la réalisation de ces centres. Il a besoin donc du quibus des acteurs de la belle ronde nationale pour lancer le projet et cela sera un véritable test pour lui. **M. M.**

## Classement Fifa Les Verts à la 67<sup>e</sup> place

La sélection algérienne de football a gagné deux places (67<sup>e</sup>) au classement mondial du mois d'octobre, publié jeudi par la Fédération internationale (Fifa) sur son site officiel. Les Verts, qui restent sur une victoire (2-0) et une défaite (1-0) face au Bénin en qualifications de la CAN-2019,

pointent au 13<sup>e</sup> rang au niveau continental derrière la Tunisie (22<sup>e</sup>), le Sénégal (25<sup>e</sup>), le Nigeria (44<sup>e</sup>), la RD Congo (46<sup>e</sup>), le Maroc (47<sup>e</sup>), le Cameroun (51<sup>e</sup>), le Ghana (52<sup>e</sup>), le Burkina Faso (57<sup>e</sup>), l'Egypte (58<sup>e</sup>), la Côte d'Ivoire (64<sup>e</sup>), la Guinée (65<sup>e</sup>) et le Mali (66<sup>e</sup>). Le Togo, prochain

adversaire de la sélection nationale le 18 novembre prochain à Lomé à l'occasion de la 5<sup>e</sup> journée des qualifications de la CAN-2019, stagne à la 123<sup>e</sup> position. Le Bénin et la Gambie, qui complètent le groupe D des qualifications, pointent respectivement aux 87<sup>e</sup> et 173<sup>e</sup> places.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Environnement/ville verte

## Sétif remporte le premier Prix du président de la République

LA VILLE de Sétif a remporté le premier Prix du président de la République de la ville verte, dans sa première édition, d'une valeur de 10 millions de dinars tandis que le deuxième prix est revenu à Tlemcen et le troisième à la ville de Médéa.

Lors d'une cérémonie organisée jeudi à Sétif, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'arbre et à la veille de la célébration de la Journée mondiale des villes, en présence de ministres de différents secteurs, du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, de représentants d'instances et d'organisations nationales et des membres du Parlement, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati, a affirmé, dans une allocution, que l'Algérie était désormais consciente de l'importance de la protection de l'environnement et de ses engagements internationaux, à travers son adhésion à toutes les conventions internationales y afférentes.

L'Algérie œuvre à la concrétisation d'un programme intégré dans le domaine de la protection de l'environnement à travers un partenariat international fructueux et multiforme, a-t-elle indiqué. Le Prix du président de la République de la ville verte contribuera à ancrer la culture de l'environnement chez le citoyen et à préserver l'environnement, avec la collaboration des Assemblées populaires communales (APC).

Des chercheurs spécialisés dans l'environnement et le développement durable ont été honorés à cette occasion. Il s'agit de Mahi Thabet, pour ses

recherches en matière de changements climatiques, M<sup>me</sup> Chekirat Fatiha du Centre de développement des énergies renouvelables pour ses recherches en gestion intelligente de l'énergie domestique, Touaba Oussama du Centre de développement des énergies renouvelables d'Adrar, titulaire de plusieurs prix pour avoir construit une voiture électrique qui fonctionne à l'énergie solaire.

Dans le même cadre, le prix de citoyenneté de la ville verte a été décerné à la Fondation Amidoul de la wilaya de Ghardaïa, chargée de la réalisation du Ksar Tafilelt, tandis que le deuxième prix du jury a été attribué à la wilaya d'Adrar. Les membres du jury présidée par M<sup>me</sup> Nadia Nechouf, composé de 15 membres représentant 9 ministères et la société civile, ont été également honorés.

Un accord relatif à l'émission d'un timbre postal sur la ville verte a été signé par la ministre de l'Environnement et la ministre de la Poste, des Télécommunications et des Technologies du numérique, Imane Houda Feraoun. A cette occasion, un prix a été décerné au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en reconnaissance de ses efforts pour le développement de l'Algérie, reçu en son nom par le conseiller à la présidence de la République.

Le jury du concours avait reçu 128 dossiers de 35 wilayas participantes dont 11 villes ont été sélectionnées représentant 9 wilayas.

Hania T.

Semi-marathon d'Alger

## 850 coureurs présents à la 7<sup>e</sup> édition

850 COUREURS étaient hier au départ de la 7<sup>e</sup> édition du semi-marathon d'Alger, organisé à l'esplanade de la forêt Boïdes-cars (Dély-Ibrahim) sous le thème : «Bien-être, sport et santé». Ce rendez-vous, qui a regroupé des personnes non affiliées à un club ou une association structurée, a été organisé par l'agence Pro Organisation, en collaboration avec la Fédération algérienne du sport pour tous (FAST). «C'est une véritable fête pour nous. Les autorités locales étaient très contentes de cette édition. Nous avons eu 2 500 inscrits, mais au départ, il y a eu 850 coureurs toutes catégories confondues. Il y a eu des athlètes de 10 nationalités, résidant en Algérie. C'est très important. Je pense que nous avons progressé en matière

d'organisation. Les conditions climatiques étaient idéales avec cette belle journée ensoleillée», a affirmé à l'APS Abdelmajid Rezkane, manager général de l'agence. Le semi-marathon d'Alger, disputé sur une distance de 12 km, a été marqué par la participation de toutes les catégories d'âge, aussi bien chez les messieurs que chez les dames.

Le coup d'envoi de la course a été donné à proximité de l'Université de Dély-Brahim, sur les hauteurs de la capitale. «Il faut préciser que le choix porté sur la distance de 12 km avait pour objectif de permettre à tout le monde de courir et surtout de terminer la course. S'il y a eu 21 km, la majorité des coureurs auraient certainement trouvé des difficultés. Nous allons réfléchir pour organiser deux épreuves en

## Assassinat de Jamal Khashoggi Interdiction de vente d'armes à l'Arabie saoudite



Djalou@hotmail.com

Tizi-Ouzou

## Tous les marchés à bestiaux fermés à cause de la fièvre aphteuse

La wilaya de Tizi Ouzou a procédé à la fermeture de tous ses marchés à bestiaux durant ce week-end dans le cadre de la prévention contre la propagation de la fièvre aphteuse suite à la déclaration de 13 foyers dans pas moins de 11 communes.

Par Hamid M.

Le premier foyer a été signalé cet été dans la région de Mekla où 9 animaux contaminés ont été enregistrés. Selon l'Inspection vétérinaire de la wilaya, depuis l'apparition de cette maladie quelque 85 animaux ont été contaminés dont 56 bovins concernés par l'abattage sanitaire. Par ailleurs, plus

de 13 000 bovins ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse depuis le lancement de la campagne de vaccination le 8 octobre dernier. Alors que la wilaya a eu un quota de 60 000 doses de vaccins contre cette maladie.

Libération nationale a concerné quelque 1 523 bénéficiaires dans la wilaya de Tizi Ouzou. Elle a été organisée par les autorités locales au niveau de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou. L'opération a consisté en la distribution de 234 logements sociaux participatifs (LSP) et 1 289 aides à l'habitat rural. Il s'agit précisément de 160 logements OPGI à Tamda, dans la commune de Ouaguenoune et 38 logements OPGI à Draa El Mizan. Alors que les bénéficiaires de l'habitat rural sont issus de différentes communes de la wilaya. H. M.

## Distribution de 1 500 logements et aides à l'habitat rural

L'opération nationale de distribution de logements lancée jeudi à l'occasion de la célébration du 64<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de

Championnat mobilis de Liges I et II

## La 12<sup>e</sup> journée décalée aux 30 et 31 octobre

LA LIGUE de football professionnel a décidé de décaler tous les matches de la 12<sup>e</sup> journée du championnat Mobilis de Ligue 1 et de Ligue 2 Seniors et Reserves aux 30 et 31 octobre après avoir été programmée initialement les 26 et 27 octobre.

C'est en raison de la tenue, ce samedi, de l'assemblée générale extraordinaire de la Fédération algérienne de football, et vu son extrême importance, que la LFP a pris cette décision afin d'assurer une large participation, et de répondre aussi

aux vœux de quelques présidents de clubs et des présidents de Liges désignés comme commissaires aux matches pour les rencontres de ce week-end.

La Ligue a décidé aussi de prendre en charge toutes les dépenses et tous les frais engagés par les clubs se trouvant déjà en déplacement.

La LFP indique que sa décision répond strictement à l'intérêt supérieur du football algérien sans aucun calcul restrictif et étroit. R.S.

Racim S.